

sondages menés au Canada sur les problèmes internationaux. Il vise plutôt à présenter et à décrire les résultats du sondage de 1989. Voici un bref aperçu du format de notre document.

Nous allons dans un premier temps analyser les perceptions des Canadiens et Canadiennes au sujet des dangers militaires qui menacent leur pays d'une part, et la paix et la sécurité mondiales, d'autre part. Il semble, une fois de plus, subsister dans les esprits un certain nombre de vieux mythes auxquels il faudrait renoncer. Le document étudie plus particulièrement la mesure où la population canadienne craint une guerre nucléaire et un affrontement entre les superpuissances. Il aborde ensuite d'autres menaces possibles, comme les problèmes reliés à l'économie et à l'environnement, et il révèle une évolution assez surprenante des attitudes du public. En effet, l'édition 1989 de ce sondage d'opinion publique fournit les premiers éléments attestant que la notion de «sécurité internationale» prend un sens assez différent pour les Canadiens et les Canadiennes d'aujourd'hui et qu'elle sous-entend à leurs yeux un ensemble de préoccupations à la fois plus vastes et plus fondamentales que la sécurité physique face à une attaque militaire.

Le sondage s'intéresse une fois de plus à la façon dont les Canadiens et les Canadiennes perçoivent les États-Unis et l'URSS, et les résultats de 1989 confirment largement ceux de 1987 et de 1988 : l'opinion que se fait la population canadienne des deux superpuissances, et en particulier des États-Unis, a radicalement changé par rapport à ce qu'elle était il y vingt-cinq ans. Les réponses de 1989 montrent également que les Canadiens et Canadiennes commencent à avoir, au sujet des deux superpuissances, des opinions moins négatives. Puis, le document analyse plus particulièrement un certain nombre de politiques internationales auxquelles la population canadienne est favorable, voire qu'elle préconise pour faire face, d'une part, aux menaces qui pèsent sur sa sécurité selon elle et, d'autre part, au risque de guerre. Elle prône notamment l'interdiction totale des essais nucléaires, la réduction des armes nucléaires de courte portée en Europe, une «défense non provocatrice» ou une «défense défensive» et le maintien des engagements militaires du Canada en Europe et à l'égard de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Le document donne, par ailleurs, un aperçu de l'opinion canadienne relativement aux dépenses fédérales en matière de défense et d'aide extérieure.